

# Baisse de la production de pétrole : qu'est-ce que l'OPEP ?

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole a décidé de diminuer de 2 % sa production, ce qui pourrait faire monter le prix du baril.

LE MONDE | 29.09.2016 à 15h45 • Mis à jour le 29.09.2016 à 17h02 | Par [Pierre Breteau](#)



Le logo de l'OPEP (OPEC en anglais) à la conférence d'ouverture de Forum international de l'énergie, à Alger, le 27 septembre. RYAD KRAMDI / AFP

**C'est une surprise, tant l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) semblait ne plus parvenir à se mettre d'accord, mais ses membres ont bien décidé de diminuer leur production de 2 % dans les semaines qui viennent. Ce faisant, elle espère bien faire remonter les prix de l'or noir, au plus bas depuis 2008.**

Créée en 1960 à Bagdad à l'initiative du [Venezuela](#), l'OPEP est une organisation sise à Vienne ([Autriche](#)) qui fédère plusieurs pays producteurs de pétrole. Son objectif est de coordonner la politique pétrolière des Etats membres, pour ce faire, elle entend réguler la production et ainsi agir sur le prix du baril.

Avant la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, les grandes compagnies pétrolières fixaient le prix du baril de pétrole, autour de 2 dollars (soit environ 16 dollars de 2016), contre 46 à 48 dollars mi-septembre 2016, après un pic historique en août 2008 à 148 dollars (soit 166 dollars de 2016).

40 % des exportations mondiales

Mais tous les pays exportateurs de pétrole ne sont pas membres de l'OPEP, au premier rang desquels on trouve la [Russie](#), mais aussi les Etats-Unis, le [Canada](#), le [Royaume-Uni](#) ou la [Norvège](#). Aujourd'hui, l'OPEP représente environ 40 % des parts de marché du pétrole, contre 55 % en 1973.

## A l'origine du choc pétrolier de 1973

Treize ans après la création de l'Organisation, et surtout onze jours après le déclenchement de la guerre du Kippour, l'OPEP décidait de prendre part au conflit israélo-arabe en diminuant de manière draconienne sa production (5 % de moins tous les mois), s'ajoutant au relèvement unilatéral du prix du baril de 70 % par six pays du Golfe. Après cette décision, le prix du baril passera en trois mois de 2,80 dollars à 11,80 dollars, soit une multiplication par quatre.

Consulter le dossier des archives du *Monde* : [16 octobre 1973 : premier choc pétrolier](#)

Cette hausse des prix a fini par [favoriser](#) la crise économique mondiale du milieu des années 1970.

## **Vendre sous le manteau, malgré les quotas**

Lorsque l'OPEP décide collectivement de faire [baisser](#) sa production – [ou de la maintenir élevée comme en novembre 2014](#) pour [contrer](#) les productions canadienne et étatsunienne –, il est nécessaire que tous les membres suivent, sans quoi les exportations ne suivent pas la courbe décidée, et donc les prix. Ainsi, après chaque accord au sein des pays membres, la règle veut que chaque Etat reçoive un quota de pétrole à [produire](#) (en barils par jour) à la hausse ou à la baisse. Ce quota est fonction de l'accord qui, pour la baisse décidée le 28 septembre, aura lieu à Vienne le 30 novembre.

Néanmoins, et sans autorisation, certains pays membres de l'OPEP n'ont pas toujours respecté les quotas de production qui leur étaient attribués. Cela a été longtemps le cas du Venezuela, ou de l'[Iran](#) – rival de l'[Arabie saoudite](#) –, dont la situation économique dépendait largement de ces exportations. Evidemment, [les pays non membres comme la Russie](#), en dépit de leurs déclarations sur la volonté de [stabiliser](#) les prix, n'ont jamais fait de gros efforts pour [resserrer](#) les vannes, d'autant que jusqu'ici Moscou a plutôt « piqué » des parts de marché à Riyad lorsque les pays de l'OPEP faisaient baisser leur production.

Source: [Le Monde](#)

[Article Boursorma](#)

Plus: [Pourquoi il faut rester prudent?](#)